

Alessia Carnevale

Réappropriation des murs et des imaginaires. Solidarité avec la Palestine et pratiques esthétiques anticoloniales en Tunisie

MECAM Papers | Number 13 | February 17, 2025 | <https://dx.doi.org/10.25673/118156> | ISSN: 2751-6482

Les représailles dévastatrices d'Israël contre l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023 ont ravivé la réémergence d'une vague mondiale de solidarité avec la Palestine. En Tunisie, outre les manifestations conventionnelles, le soutien à la Palestine et les discours anticoloniaux s'articulent par le biais de différentes pratiques esthétiques de résistance. Puisant dans des répertoires symboliques locaux, régionaux et internationaux, elles réaffirment la nécessité de l'autoreprésentation et remettent en question l'hégémonie culturelle occidentale.

- Le soutien des États-Unis et de la majorité des gouvernements européens à l'actuelle guerre israélienne contre Gaza a ravivé une indignation et une désillusion généralisées à l'égard des prétendues valeurs libérales-démocratiques des pays occidentaux. De plus, il a considérablement repositionné la libération de la Palestine comme cause centrale dans le mouvement pour la justice et l'émancipation mondiales.
- En Tunisie, au milieu d'une grave crise économique et face à l'exacerbation du régime autoritaire et de la répression politique, des activistes et des artistes se sont mobilisés en soutien à la Palestine. Ils exigent de mettre un terme au génocide continu et dénoncent la complicité de l'Occident.
- L'activisme pro-palestinien actuel confirme la pertinence de la culture dans l'articulation des discours politiques, dans la recomposition des identités politiques et (trans)nationales, ainsi que dans la sensibilisation et la mobilisation des populations.
- L'esthétique et les discours anticoloniaux façonnent systématiquement l'activisme culturel de la gauche tunisienne (en particulier de la jeunesse) en faveur de la Palestine, comme en témoignent les graffitis visant les institutions culturelles occidentales, les campagnes de boycott de leurs événements ou la renaissance du cinéma engagé du tiers-monde.

CONTEXTE

Les récentes mobilisations pro-palestiniennes en Tunisie réaffirment la pertinence des répertoires symboliques dans l'articulation des discours politiques et dans la réactivation des mouvements sociaux. La culture et la représentation sont à nouveau des terrains de contestation. Par l'action esthétique dans l'espace public, les activistes et les artistes dénoncent le colonialisme culturel et la subalternité.



LES DIMENSIONS MONDIALE, RÉGIONALE ET LOCALE DE LA SOLIDARITÉ

Depuis des mois, les populations du monde entier se mobilisent pour mettre un terme à ce que les majeures organisations internationales de défense des droits de l'homme et les juristes qualifient de génocide contre le peuple palestinien. Les manifestations populaires sont restées sans écho, ont été censurées, voire violemment réprimées. Dans les pays du Sud comme du Nord, la Palestine est redevenue un puissant catalyseur de revendications intersectionnelles pour la justice sociale, les droits des minorités et des peuples autochtones, et, plus généralement, pour l'émancipation de l'emprise du système néolibéral dominé par l'Occident (Bishara et al. 2023).

L'activisme culturel et les performances esthétiques ont joué un rôle crucial en soutenant et en rendant visible des formes plus conventionnelles de pratique politique. Les expressions artistiques sont essentielles à l'articulation de ces revendications et discours, car elles contribuent à « créer de nouvelles compréhensions collectives des histoires, des droits et des identités » (Tripp 2013: 260). Dans le contexte de la mobilisation pro-palestinienne, les symboles, chants, slogans, graffitis ainsi que les contenus multimédias créatifs ont été partagés et reproduits à l'intérieur et au-delà des frontières nationales et continentales. Ils ont contribué à la recomposition et à la réactivation de groupes politiques et sociaux locaux, mais ont également facilité la construction d'un mouvement de solidarité transnationale. Dans les démocraties libérales occidentales, l'ampleur sans précédent de la censure et du bâillonnement auxquels les formes symboliques et esthétiques de protestation ont été confrontées (entre autres, l'interdiction des drapeaux, des chants, des keffieh, et même des artistes et intellectuels pro-palestiniens) est un autre indicateur de l'importance cruciale de la culture sur le champ de bataille politique et idéologique.

Dans le monde arabe, la Palestine a galvanisé et mobilisé les populations en méthodes et en nombres qui, à certains égards, rappellent les révolutions arabes qui ont commencé il y a plus d'une décennie maintenant. Du Maroc au Yémen, du Caire à Tunis, des manifestations populaires massives ont eu lieu simultanément et pour une cause commune, souvent réprimées par les régimes locaux. En effet, malgré les divergences importantes entre les élites au pouvoir dans la région sur la question, la Palestine a toujours été au cœur des discours sur la solidarité et l'unité arabes, et un déclencheur de mobilisation populaire. Les questions identitaires ne constituent toutefois qu'un seul aspect de ce soutien pro-palestinien, car elles sont également enracinées dans la défense des droits de l'homme et des droits politiques, le respect du droit international et le droit à l'autodétermination face au colonialisme soutenu par l'Occident.

Cet article résulte d'un travail sur le terrain mené à Tunis entre octobre 2023 et février 2024. Durant cette période, j'ai pu observer et participer à des manifestations et événements culturels pro-Palestiniens, ainsi que mener des entretiens avec des artistes et des militants. Cette mobilisation culturelle et politique a impliqué des personnes issues de différentes classes sociales, branches professionnelles et allégeances politiques, se déroulant à la fois dans la capitale de Tunis et dans les petites villes : Islamistes, nationalistes arabes, associations de femmes, militant.e.s LGBTQ, étudiant.e.s, gauchistes et libéraux.ales, travailleurs, artistes et intellectuel.le.s se sont tous et toutes mobilisés pour cette cause. Le soutien à la Palestine est également une préoccupation majeure pour le gouvernement tunisien, qui déploie systématiquement une rhétorique anti-impérialiste et nationaliste arabe – tout en coopérant avec les pays européens dans leurs politiques de contrôle des frontières et en favorisant un climat de violence raciste et de persécution, en particulier envers les migrants d'Afrique subsaharienne.

La mobilisation pro-palestinienne s'inscrit dans un contexte de grave crise économique et de répression politique et sociale croissante, qui touche non seulement les opposants

au régime, mais aussi les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et de la lutte contre le racisme, ainsi que les artistes. Nombre d'entre eux ont également participé à des activités pro-palestiniennes. Bien que tolérées, du moins dans un premier temps, et peut-être même bénéfiques pour évacuer l'agitation sociale, il est important de souligner que les manifestations pro-palestiniennes ne signalent pas nécessairement un alignement populaire sur le programme du président Kais Saïed, qui, depuis le coup d'État de juillet 2021, ne cesse de démanteler les fragiles institutions démocratiques du pays.

Illustration 1. Fresque murale réalisée dans le cadre du festival *On the Wall* par des artistes de Tunisie, Algérie, et Libye



Source : Photo de l'auteur, prise en février 2024.

Les artistes et les activistes tunisien.ne.s n'ont cessé de déployer des pratiques politiques et esthétiques innovantes et partagées à l'échelle mondiale, en s'inspirant des traditions locales, régionales et internationales établies de la culture de résistance (connue en arabe sous le nom de *thaqāfa al-muqāwama*). Des débats, des lectures, des concerts et des projections ont eu lieu dans des cafés, des théâtres, des galeries d'art, des centres culturels, ainsi que sur des places publiques et dans les rues. Des dessins humoristiques, des graffitis et du contenu audiovisuel ont été créés et partagés, leur visibilité et leur diffusion renforcées par les plateformes de réseaux sociaux. De plus, les pratiques politico-esthétiques ont inclus des actes de boycott et le ciblage d'institutions culturelles, de festivals et de fonds jugés favorables et complices de la guerre actuelle d'Israël contre Gaza. Par exemple, des manifestants ont interrompu la cérémonie d'ouverture des Journées du Cinéma Européen, où plusieurs ambassadeurs européens étaient présents, avec des slogans et des discours hostiles. Il en a été de même pour le pavillon italien de la Foire internationale du livre de Tunis, auquel l'ambassadeur et le ministre de la Culture de ce pays européen avaient tous deux été conviés. La rupture des liens entre partenaires locaux et internationaux constitue un autre exemple : c'est le cas, par exemple, du cinéma *Le Rio* qui a suspendu sa collaboration avec l'Institut Goethe d'Allemagne.

Au sein de la population arabe, le soutien inconditionnel des États-Unis et de nombreux gouvernements européens à Israël a considérablement ravivé et exacerbé la méfiance et le ressentiment à l'égard du « deux poids, deux mesures » perpétué par les démocraties libérales, qui se dressent en défenseurs de la liberté et des droits de l'homme, tout en soutenant militairement et politiquement l'apartheid et une guerre génocidaire contre les Palestiniens. En Tunisie, l'aggravation de ces tensions et contradictions a remis en question (avec une ampleur que nous ne sommes pas encore en mesure de déterminer) la relation déséquilibrée qui sous-tend la coopération et le financement internationaux, bien qu'ils représentent une source majeure de soutien financier pour la société civile locale –

y compris dans les domaines de l'art et de la culture. L'activisme culturel, en particulier celui de la jeunesse de gauche, a pointé du doigt cette dynamique de pouvoir inégale, reconnaissant la centralité de la culture à la fois pour le « pouvoir » et pour le « peuple » ainsi que le besoin urgent d'autoreprésentation face au colonialisme culturel.

LE MUR DE LA DISCORDE

L'un des premiers épisodes témoignant de la préoccupation des militant.e.s par le rôle des institutions culturelles étrangères concerne l'Institut français de Tunis (IFT), rattaché au ministère français des Affaires étrangères et outil majeur de promotion de la francophonie. Suite à l'effacement le 16 octobre 2023 d'un petit drapeau palestinien dessiné sur le mur extérieur de l'IFT, situé au centre de Tunis dans l'Avenue de Paris, des militant.e.s ont recouvert le même mur de slogans pro-palestiniens, antisionistes et anti-impérialistes. Les mots écrits sur ce dernier étaient les mêmes que ceux scandés lors des manifestations, tels que des slogans de renommée internationale comme *min an-nahr ilā l-baḥr* (« de la rivière jusqu'à la mer »), interdits et criminalisés par divers gouvernements occidentaux lorsqu'ils sont utilisés en lien avec la Palestine. Certains d'entre eux visent les puissances occidentales, et notamment la France pour son engagement dans la perpétuation des politiques coloniales, comme *Macron assassin* et *Colon un jour colon toujours*. D'autres se rapportent au débat politique interne, tels que *muqāwama muqāwama, lā ṣilḥ wa lā musāwama* (« résistance, résistance, non à la réconciliation, non au compromis ») et *al-taṭbī' jarīma* (« la normalisation est un crime »), en référence à un projet de loi controversé exigeant le durcissement des politiques anti-normalisation à l'égard d'Israël, qui a été discuté au parlement mais suspendu par la suite par Saïed.

L'image 2. Graffiti sur le mur de l'Institut français de Tunis



Source : Photo de l'auteur, prise en novembre 2023.

Suite à l'indignation de la jeunesse politisée suscitée par l'acte matériel et symbolique de « blanchiment », l'IFT n'a cette fois pas effacé les graffitis. Au lieu de cela, il a lancé un appel à un « projet de fresque collective », invitant les artistes à soumettre des propositions sur la meilleure façon de décorer le mur à l'avenir. Cette initiative a été ridiculisée par des milliers d'utilisateurs tunisien.ne.s des réseaux sociaux, qui ont répondu aux publications de l'IFT sur ses profils Instagram et Facebook (avec plus de 3 000 commentaires vus sur ce dernier seulement) par des réponses sarcastiques et hostiles, ainsi que par des blagues, des memes et d'autres contenus créatifs. Des dizaines de personnes ont répondu à ces publications par le message « Voilà une proposition », suivi d'emojis cœurs rouges, blancs, noirs et verts disposés de manière à former le drapeau palestinien. Cela a démontré une fois de plus le chevauchement des techniques traditionnelles et innovantes de résistance

via la pratique esthétique, telles que celles déployées par les militant.e.s et les citoyens ordinaires pour exprimer leur solidarité à la fois dans l'espace public et aussi en ligne. Finalement, quelques artistes tunisien.ne.s ont répondu à l'appel de l'IFT, et leurs peintures ont été exposées sur le mur en question en mai 2024. Cependant, elles ont rapidement été détruites en signe de protestation contre une telle collaboration.

La controverse observée au sujet du mur extérieur de l'IFT est emblématique de la bataille plus étendue encore menée autour des symboles, des représentations et des imaginaires qui est le propre de toute confrontation politique et idéologique. Cela nous renseigne sur la pertinence de la culture pour ceux qui la contrôlent comme pour ceux qui contestent cette autorité, ainsi que sur la manière dont elle se manifeste ou est contestée dans la sphère publique. Par des actes esthétiques concrets et virtuels, les activistes tunisien.ne.s ont revendiqué le mur. Khalil Lahbib, un homme de gauche de 29 ans et propriétaire du café culturel Biblio'Thé, a résumé l'ensemble de la question en ces termes : « Il s'agit d'un mur tunisien, en fin de compte. »¹ Biblio'Thé est un espace de culture et d'art alternatifs ; depuis octobre 2023, les activités du café se sont concentrées sur la Palestine, avec des projections de films, des débats avec des militant.e.s et des membres de la société civile, de la musique et le festival On the Wall « Sur le mur » – dédié aux fresques dites de résistance. « La culture, c'est ce que nous vivons », a déclaré M. Lahbib, qui est également le fondateur d'un collectif et d'une entreprise de graffiti.

Après tout, elle reflète les problèmes des gens, elle reflète la société et ses causes.

La Palestine est notre cause. On ne peut pas effacer le drapeau palestinien sur un centre culturel alors que Gaza est sous les bombes et que tout le peuple tunisien en pleure. C'est fou !

Ses paroles donnent une idée sur la façon dont de nombreux Tunisien.ne.s pourraient percevoir le geste apparemment banal de nettoyer l'extérieur de l'IFT comme concentrant en un seul acte toute une histoire de domination culturelle, d'effacement, de mépris, de délégitimation et de non-reconnaissance des difficultés et des revendications de certaines personnes, ainsi que l'« occupation » continue de l'espace public par un pays étranger. L'affaire a touché une corde sensible, mettant en lumière le détachement et le ressentiment croissants de la jeunesse tunisienne vis-à-vis de la France, de son hégémonie culturelle et sa prétention à la supériorité morale. Aux yeux de beaucoup de gens dans le monde, la guerre contre Gaza a irrémédiablement compromis l'autorité revendiquée par l'Occident en matière de droits de l'homme, de liberté et de démocratie ; pour les Tunisien.ne.s, en parallèle, l'ancienne puissance coloniale est le principal représentant de cette politique de deux poids, deux mesures.

PROJECTIONS CONTRE L'OCCUPATION

L'affaire du mur IFT a incité les gens à se mobiliser et à se réapproprier l'espace public, et a déclenché des initiatives visant à décoloniser l'espace, le savoir et la culture, ainsi qu'à démanteler les représentations hégémoniques occidentales de la région. En particulier, des militant.e.s de gauche à Tunis ont organisé les « Journées cinématographiques de la résistance » (*Ayyām sīnimā al-muqāwama*) en riposte directe au blanchiment du mur extérieur de l'IFT. La version française du manifeste du festival, posté sur la page Facebook éponyme créée le 23 octobre 2023, stipule ce qui suit :

Notre chemin a commencé contre le mur d'une institution "culturelle" dominante qui couvre la pensée, le discours et la création, une institution qui blanchit la colonisation et l'apartheid, blanchissant par la même occasion ses murs du drapeau palestinien.

¹ Entretien de l'auteur avec Khalil Lahbib, Tunis, 28 novembre 2023.

L'initiative a été lancée à Tunis et dirigée par des gauchistes, sans toutefois utiliser d'étiquettes politiques particulières. Le format a par la suite été adopté et l'initiative reproduite dans d'autres villes et quartiers de Tunisie. « Qui sommes-nous ? Peu importe », peut-on lire dans le manifeste, « L'essentiel sera ce que nous accomplirons dans le réel et aux dépens du réel. Nous créerons des territoires hospitaliers pour l'art de la résistance. »

L'image 3. Affiche publicitaire des Journées cinématographiques de la résistance



Source: Facebook (<https://www.facebook.com/profile.php?id=61552714077486>).

Des activistes ont projeté des films de réalisateurs et réalisatrices palestiniennes et/ou traitant de la résistance et de l'occupation palestiniennes sur le mur extérieur de l'IFT (la cible principale de ces efforts), dans d'autres lieux symboliques (tels que les murs de l'Institut Goethe et devant le Parlement), dans des cafés tels que le café Biblio'Thé mentionné ci-dessus, et au Festival Nawaat organisé par la plateforme médiatique indépendante du même nom. Un accent particulier a été mis sur la perspective féminine/féministe, avec des films produits par des réalisatrices et portant sur le rôle des militantes et des combattantes palestiniennes tout au long de l'histoire du mouvement de libération, qui ont été sélectionnés pour être projetés. Parmi les exemples, citons *Les femmes palestiniennes* (1974) de Jocelyne Saab, *Because the Roots Will Not Die (Parce que les racines ne mourront pas)* (1977) de Nabiha Lotfi et *Jamila's Mirror (Le miroir de Jamila)* (1993) d'Arab Loutfi. Ce choix met en évidence la volonté et le besoin urgent des féministes radicales tunisiennes et des gauchistes de démanteler le regard condescendant de l'Occident envers les femmes arabes et musulmanes, qui est aussi le propre d'une grande partie du féminisme libéral blanc. En effet, des projections traitant de la résistance des femmes palestiniennes ont également été organisées par des groupes féministes tels que l'Association Lina Ben Mhenni et l'organisation non gouvernementale Aswat Nissa.

D'autres films projetés sous les auspices des Journées cinématographiques de la résistance seraient le très contesté et censuré *Jénine, Jénine* de Mohammad Bakri (2002) et les courts métrages documentaires *Scènes de l'occupation de Gaza* (1973) et *Palestine dans l'œil* (1976), tous deux de Mustafa Abu Ali, l'un des fondateurs, en 1968, de la Palestine Film Unit (l'Unité du Film Palestinien), un groupe de cinéastes qui a rejoint le Fatah et le mouvement armé de libération nationale.²

ÉCHOS DU « TIERS-MONDISME »

Le répertoire esthétique de la Palestine Film Unit est également à l'origine du logo et du slogan des Journées cinématographiques de la résistance, puisqu'elle adopte pour ses profils de réseaux sociaux le même fusil stylisé avec des bobines de film sur le dessus

² Au milieu des années 1970, il sera désormais connu sous le nom d'Institut du cinéma palestinien.

et la devise (à la fois en arabe et en anglais) *min ajl sīnimā ta'ā ilā tahrīr al-arḍ wa al-insān* (« Pour un cinéma qui contribue à la libération de l'être humain et de la terre »). Plus généralement, les cinéphiles tunisien.ne.s engagé.e.s récupèrent l'esthétique et le discours de la filmographie du tiers-monde pour contester l'hégémonie culturelle occidentale, proposer une représentation alternative et autonome de la région, mais aussi revendiquer un cinéma anticapitaliste. Dans leur manifeste de 1969 intitulé « Vers un troisième cinéma », les Argentins Fernando Solanas et Octavio Getino (2014) défendent l'idée d'un cinéma et d'une réalisation révolutionnaires comme « activité de guérilla ». L'essai « Écran noir, mensonges blancs » – un clin d'œil à Frantz Fanon – fait également partie des nombreuses œuvres proposées par le Ciné-Club de Tunis pour ses projections et ses lectures.

Ces échos du « tiers-mondisme » (voir Elling et Haugbolle 2024), qui persisteront dans les mouvements de solidarité transnationaux bien après le déclin des vagues de ferveur révolutionnaire qui ont traversé les années 1950-1970, refont surface avec force aujourd'hui face au massacre en cours à Gaza et en Cisjordanie – et maintenant au Liban également. En empruntant à Raymond Williams, nous pourrions considérer le tiers-mondisme comme un « résidu » formé dans le passé mais toujours « actif dans le processus culturel, non seulement et souvent pas du tout comme un élément du passé, mais comme un élément effectif du présent » (Williams 1977 : 122). En tant que tel, il offre aux militant.e.s de gauche (tunisien.ne.s) d'aujourd'hui un répertoire culturel dans lequel ils peuvent puiser pour contester radicalement le présent, et dans lequel ils peuvent intégrer les récentes évolutions autour de la question palestinienne qui n'est toujours pas résolue.

Comme l'a affirmé une fois de plus la mobilisation renouvelée de la jeunesse de gauche tunisienne pour la Palestine, l'art et la culture sont essentiels à l'articulation des discours idéologiques controversés et à la construction de projets et d'imaginaires politiques de manière plus générale. Ces militant.e.s puisent dans le répertoire transnational du tiers-mondisme, tout en élaborant de nouvelles pratiques esthétiques anticoloniales. Ces pratiques se manifestent à la fois en ligne et dans l'espace public, en harmonie avec le mouvement de solidarité mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

- Bishara, Azmi, Noura Erakat, Ilan Pappé, et Rafeef Ziadeh (2023), Reflections from the Present on the Future of Political Action for Palestine, in : *Middle East Report*, 309 (Hiver).
- Elling, Rasmus. C., et Sune Haugbolle (éds.) (2024), *The Fate of Third Worldism in the Middle East: Iran, Palestine and Beyond*, London : Oneworld Academic.
- Solanas, Fernando, et Octavio Getino (2014), Towards a Third Cinema, in : Scott MacKenzie (éd.), *Film Manifestos and Global Cinema Cultures*, Berkeley, Los Angeles, London : University of California Press [originellement publié en espagnol dans le magazine *Tricontinental* sous le titre "Hacia un tercer cine" 1969].
- Tripp, Charles (2013), *The Power and the People. Paths of Resistance in the Middle East*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Williams, Raymond (1977), *Marxism and Literature*, Oxford, New York : Oxford University Press.

À PROPOS DE L'AUTEURE

Alessia Carnevale est chercheuse postdoctorale à l'Université l'Orientale de Naples, en Italie. En 2021, elle obtient un doctorat en civilisations d'Asie et d'Afrique à l'Université Sapienza de Rome, avec une thèse sur la contre-culture tunisienne et la « chanson engagée » des années 1970-1980. Elle a été boursière MECAM en 2023/24. Ses principaux domaines de recherche concernent les relations entre la culture et la politique, les questions de mémoires et de récits collectifs, et les interventions populaires/top-down (du haut vers le bas) dans le domaine culturel.

E-mail : alessia.carnevale@unior.it

IMPRINT

The MECAM Papers are an Open Access publication and can be read on the Internet and downloaded free of charge at: <https://mecam.tn/mecam-papers/>. MECAM Papers are long-term archived by MENALIB at: <https://www.menalib.de/en/vifa/menadoc>. According to the conditions of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International Public License, this publication may be freely reproduced and shared for non-commercial purposes only. The conditions include the accurate indication of the initial publication as a MECAM Paper and no changes in or abbreviation of texts.

MECAM Papers are published by MECAM, which is the Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb – a research centre for interdisciplinary research and academic exchange based in Tunis, Tunisia. Under its guiding theme “Imagining Futures – Dealing with Disparity,” MECAM promotes the internationalisation of research in the Humanities and Social Sciences across the Mediterranean. MECAM is a joint initiative of seven German and Tunisian universities as well as research institutions, and is funded by the German Federal Ministry of Education and Research (BMBF).

MECAM Papers are edited and published by MECAM. The views and opinions expressed are solely those of the authors and do not necessarily reflect those of the Centre itself. Authors alone are responsible for the content of their articles. MECAM and the authors cannot be held liable for any errors and omissions, or for any consequences arising from the use of the information provided.

Editor: Dr. Maria Josua

Editorial Department: Petra Brandt

Merian Centre for Advanced Study in the Maghreb (MECAM)

27, rue Florian, ISEAHT – Borj Zouara 1029 Tunis, Tunisia

<https://mecam.tn>

mecam-office@uni-marburg.de



ميكام
مركز ميربان
للدراسات المتقدمة
في المنطقة المغاربية



MECAM
Merian Centre
For Advanced Studies
In The Maghreb